

## PRÉFECTURE DES LANDES

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION  
ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES  
1<sup>er</sup> Bureau  
PR/DRLP/2010/246

### SOCIÉTÉS ATEMAX Sud-Ouest et SOLEVAL Sud-Ouest à HAUT-MAUCO

#### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL d'AUTORISATION d'EXPLOITER

**VU** le Code de l'Environnement - Livre V - Titre 1er partie législative et réglementaire ;

**VU** le règlement européen n° 1774/2002 du 3 octobre 2002 établissant les règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 février 2003 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées soumises à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ; et relevant de la rubrique 2731 « *dépôt de sous-produits d'origine animale, y compris débris, issues et cadavres à l'exclusion des dépôts de peaux* » ;

**VU** l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées ;

**VU** le courrier en date du 1 décembre 2009 de M. SURLES Jacques, président annonçant la filialisation des activités en deux sociétés distinctes ATEMAX SUD-OUEST et SOLEVAL SUD OUEST transmis à la Préfecture des Landes.

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 16 mars 2010,

**VU** l'avis émis par le CODERST en date du 6 avril 2010 ;

**Considérant** qu'aucune transformation de matière ne sera effectuée sur le site ;

**Considérant** que les eaux usées issues du lavage des bennes de transport seront évacuées et traitées sur le site de l'usine de ATEMAX SUD OUEST à LE PASSAGE (Lot et Garonne), conformément aux dispositions prévues dans l'arrêté du 12 février 2003 ;

**Considérant** qu'aux termes de l'article L.511.1 du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, Titre 1<sup>er</sup>, livre V, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que les mesures mises en œuvre par les sociétés, gérant M. SURLES, sont de nature à atténuer l'impact de son activité sur l'environnement ;

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Landes ;

## **ARRETE :**

### **CHAPITRE Ier Dispositions générales**

#### **ARTICLE 1 : PORTEE DE L'AUTORISATION**

##### **1.1 Exploitants titulaires de l'autorisation**

Les sociétés ATEMAX SUD-OUEST et SOLEVAL SUD OUEST, dont les sièges sociaux sont situés lieu dit « Monbuscq » BP36 sur la commune de LE PASSAGE (47520), appartenant à la société FISO DEVELOPPEMENT dont le siège social est situé lieu dit « Monbuscq » BP 36 sur la commune de LE PASSAGE (47520) sont autorisées sous réserve de la stricte observation des dispositions du présent arrêté et du droit des tiers, à exploiter à la même adresse au lieu dit-« Landes de Lagouasis » sur la commune de HAUT-MAUCO (40280), un ensemble d'installations classées comportant deux établissements spécialisés dans la collecte et le transfert de sous produits d'origine animale, y compris débris, issues et cadavres, à l'exclusion des dépôts de peaux.

##### **1.2 Interlocuteur des services de l'état**

Le responsable de la société ATEMAX SUD-OUEST est le seul interlocuteur des services de l'Etat pour les interventions concernant l'ensemble du site, au regard du respect des dispositions du Code de l'Environnement.

La présente autorisation est accordée au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour les capacités ou volumes d'activité comme figuré dans le tableau ci-dessous :

Numéro rubrique	Désignation de la rubrique	Quantification	Régime : A D ou NC	Rayon d'affichage
2731	Dépôts de chairs, cadavres, débris ou issues d'origine animale à l'exclusion des dépôts de peaux <i>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 500 kg</i>	Quantité maximale de produits entrants : 80 tonnes en présence simultanée	A	3 km
2730	Traitement de cadavres, déchets et sous-produits d'origine animale <i>La capacité de traitement étant supérieure à 500 kg/j</i>	Autopsies : 3 tonnes/jour (capacité prévue hors crise sanitaire)	A	5 km
167-A	Station de transit de déchets industriels provenant d'installations classées	-	A	1 km
1434-1	Installation de remplissage de réservoirs de véhicules à moteur <i>Le débit maximum équivalent étant supérieur ou égal à 1 m<sup>3</sup>/h, mais inférieur à 20m<sup>3</sup>/h</i>	Débit équivalent : 1m <sup>3</sup> /h	D	-
2920-2	Installations de réfrigération ou de compression comprimant ou utilisation des fluides non inflammables et non toxiques <i>La puissance absorbée étant inférieure à 50 kW</i>	30 kW	NC	-
1432-2	Stockage de liquides inflammables <i>La capacité équivalente étant inférieure ou égale à 10 m<sup>3</sup></i>	Capacité équivalente : 10 m <sup>3</sup>	NC	-

## ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT

### 2.1 Activités du site

le site de HAUT MAUCO est un établissement intermédiaire qui procède au stockage de cadavres, déchets et sous-produits avant transfert sur un autre site du groupe, pour un tonnage de 80 Tonnes en présence simultanée. Au sein de cet établissement cohabitent deux entités juridiques distinctes ayant des domaines de compétences différentes.

Le domaine de compétence de la Société ATEMAX SUD-OUEST, sur le site, sera la collecte et le transfert de sous-produit animaux de catégorie 1 et 2, au sens du règlement CE n°1774/2002, en vue d'une destruction sur le site de ATEMAX SUD OUEST de LE PASSAGE (47520), pour une capacité de transfert de 50 tonnes en instantané.

Le domaine de compétence de la Société SOLEVAL SUD OUEST, sur le site, sera la collecte et le transfert de sous-produit animaux de catégorie 3, au sens du règlement CE n°1774/2002, en vue d'une valorisation sur le site de SOLEVAL SUD OUEST de LE PASSAGE (47520), pour une capacité de transfert de 30 tonnes en instantané.

Le fonctionnement des deux sociétés est régi par une convention de gestion du site industriel établie par M. SURLES Jacques président de la société ATEMAX SUD-OUEST et la société SOLEVAL SUD-OUEST, et sous l'autorité de M. SURLES représentant la société FISO DEVELOPPEMENT (annexe 2). Les articles de cette convention précisent les responsabilités et régissent les rapports, les échanges et les fournitures entre la société ATEMAX SUD-OUEST et la société SOLEVAL SUD OUEST.

Le site peut également recevoir d'autres types de déchets d'entreprises agroalimentaires, stockés avec les matières de catégories 1 et 2. Le tableau suivant présente les différentes catégories de matières collectées par la société ATEMAX SUD-OUEST et la société SOLEVAL SUD OUEST et susceptibles de transiter par l'établissement intermédiaire de HAUT-MAUCO .

Classement		Produits collectés
Produits relevant de règlement CE n°1774/2002	Catégorie 1	Cadavres et parties de cadavres à risque EST en abattoir. Cadavres d'animaux domestiques
		Cadavres et parties de cadavres à risques EST à la ferme
		MRS Colonnes vertébrales de bovins
		Refus de dégrillage de plus de 6 mm et résidus de curage de canalisations d'établissements traitant des matières de catégorie 1
	Catégorie 2	Cadavres et saisies en abattoir (sans risque EST)
		Cadavres et parties de cadavres de non ruminants à la ferme, de veaux, d'agneaux...
		Refus de dégrillage de plus de 6 mm et résidus de curage de canalisations d'établissements traitant des matières de catégorie 2
	Catégorie 3	Coproduits de boucheries et abattoirs
Déchets industriels non visés par le règlement CE n°1774/2002	Résidus de dégrillage, dégraissage, curage de canalisation de pré-traitement et d'épuration des effluents d'entreprises agro-alimentaires	
	Produits déclassés normalement destinés à la consommation humaine et autres que parties d'animaux	
	Huile alimentaire usagée	

## **2.2 Implantation de l'établissement**

Le centre de collecte et transfert des sociétés ATEMAX SUD-OUEST et SOLEVAL SUD OUEST est implanté au lieu-dit « Lande de Lagouasis » sur la commune de HAUT-MAUCO. Le terrain sur lequel il est implanté a une surface de 92580 m<sup>2</sup> ; sa surface bâtie totale est de 1240 m<sup>2</sup> ; la surface totale des voiries est de 9630 m<sup>2</sup>.

## **2.3 Description des installations**

Les installations comprennent :

- un parking réservé aux véhicules légers,
- un bâtiment comprenant le bureau d'exploitation du site, une salle de réunion et les vestiaires du personnel,
- une station de distribution de carburant, associée à un stockage de 50 m<sup>3</sup> implanté dans un local préfabriqué de type « Mobiltank »,
- un bâtiment industriel prévu pour le transfert de la collecte; ce bâtiment est divisé en 2 locaux séparés pour les matières de catégories 1 et 2 (Société ATEMAX SUD-OUEST) d'une part et 3 (Société SOLEVAL SUD OUEST) d'autre part. Il abrite également les équipements techniques comme les armoires électriques, la cuve de stockage des eaux usées placée sur rétention d'un volume égal à 30 m<sup>3</sup>. Le local des matières de catégorie C1 et C2 accueille une chambre froide de 80 m<sup>2</sup> pour le stockage de cadavres d'animaux en attente d'autopsie.
- une aire de lavage de l'extérieur des camions, implantée contre la façade Ouest du bâtiment de transfert,
- un parking de stationnement pour les camions de collecte des matières de catégories 1 et 2, après déchargement, lavage et désinfection,
- un bassin de régulation/gestion des eaux pluviales ( régulation du débit de rejet des eaux pluviales avec possibilité de confinement en cas d'accident), avec une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup> d'un volume total de 460 m<sup>3</sup>.

## **ARTICLE 3 : CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES DU DOSSIER D'AUTORISATION**

Les installations doivent être aménagées conformément aux plans et indications techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

## **ARTICLE 4 : MODIFICATIONS**

Toute modification, extension ou transformation apportée par le pétitionnaire à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier d'autorisation initial, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger un nouveau dossier d'autorisation.

De même, tout changement d'exploitant devra être porté à la connaissance du Préfet dans un délai maximal de un mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

## **ARTICLE 5 :**

Les activités visées à l'article 1 du présent arrêté et relevant du régime de la déclaration et celles non classées sont soumises aux prescriptions du présent arrêté.



## ARTICLE 6 : LIMITATION DES EMISSIONS

L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires à la réduction de la consommation d'eau, des matières premières et d'énergie, les flux de rejets polluants, en adoptant les meilleures techniques disponibles, économiquement acceptables et compatibles avec la qualité du milieu environnant. Il doit en particulier prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction, l'aménagement et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.

## ARTICLE 7 : ACCIDENT OU INCIDENT

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations.

Il précise dans un rapport les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

## ARTICLE 8 : HYGIENE ET SECURITE DU PERSONNEL

Les exploitants doivent se conformer aux dispositions du Code du Travail, et aux textes pris pour son application, dans l'intérêt de l'hygiène et la sécurité des travailleurs, en ce qui concerne les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis.

## ARTICLE 9 : DOSSIER INSTALLATIONS CLASSEES

Les exploitants doivent établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- ✓ le dossier de demande d'autorisation, et les dossiers de déclarations s'il y en a,
- ✓ les plans tenus à jour,
- ✓ les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, s'il y en a,
- ✓ les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- ✓ les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit, les rapports de visite,
- ✓ les documents prévus au présent arrêté.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

## CHAPITRE II Règles d'aménagement

### ARTICLE 9 :

Le centre de collecte et transfert des sociétés ATEMAX SUD-OUEST et SOLEVAL SUD OUEST situé à HAUT-MAUCO, doit être implanté :

- à au moins 200 mètres des habitations occupées par des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;

- ▣ à au moins 35 mètres des puits et forages extérieurs au site, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, des rivages, des berges des cours d'eau ;
- ▣ à au moins 200 mètres des lieux publics de baignade et des plages ;
- ▣ à au moins 500 mètres des piscicultures de rivière soumises à autorisation ou déclaration sous la rubrique 2130 de la nomenclature et des zones conchyliques sauf dérogation liée à la topographie.

Le parc de stationnement des véhicules de transport des sous-produits d'origine animale doit être installé à au moins 100 mètres des habitations occupées par des tiers.

#### **ARTICLE 10 :**

Le site doit être clos par un matériel résistant sur une hauteur minimale de 2 mètres interdisant toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. Toutes les opérations ayant lieu au sein de l'installation doivent être soustraites à la vue du public ; des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

#### **ARTICLE 11 : SIGNALISATION**

Un panneau de signalisation et d'information en matériaux résistants est placé à proximité immédiate de l'entrée principale. Il porte en caractères lisibles et indélébiles les mentions suivantes :

**ATEMAX SUD-OUEST et SOLEVAL SUD OUEST**  
**Landes de Lagouasis 40280 HAUT-MAUCO**  
**Dépôt de sous-produits d'origine animale**  
**soumis à autorisation au titre de l'article L. 512-2**  
**du Code de l'Environnement**  
**Autorisation préfectorale n°246du 12 mai 2010**  
**ACCES INTERDIT SANS AUTORISATION**

#### **ARTICLE 12 : CIRCULATION**

L'organisation de la circulation des véhicules à l'intérieur du site doit être conçue pour qu'aucun véhicule souillé ne quitte le site sans avoir reçu un lavage approprié. Le principe de la circulation des véhicules doit permettre le respect du principe sanitaire de la marche en avant.

Le plan de circulation à l'intérieur du site doit être affiché et les moyens de surveillance doivent être mis en œuvre pour contrôler à tout moment les entrées et sorties.

Sans préjudice du Code du Travail, l'exploitant doit fixer les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles doivent être portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (par exemple : panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes...)

#### **ARTICLE 13 : INTEGRATION DANS LE PAYSAGE**

Les exploitants prennent les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'exploitation dans le paysage.

L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement...).

### **CHAPITRE III**

#### **Prévention des accidents et des pollutions accidentelles, y compris par les eaux pluviales**

##### **ARTICLE 14 : DEVERSEMENT ACCIDENTEL**

Le sol des voies de circulation et de garage autres que les voies liées au parking des véhicules après lavage et désinfection doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.

Les exploitants disposent de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.

##### **ARTICLE 15 : PREVENTION DES NUISANCES**

Les exploitants prennent toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.

#### **Section 1**

##### **Réception des sous-produits d'origine animale y compris débris, issues et cadavres, à l'exclusion des dépôts de peaux.**

##### **ARTICLE 16 :**

Les aires de réception et les installations de stockage doivent être sous bâtiment fermé pour limiter les dégagements d'odeurs à proximité de l'établissement, notamment par l'installation de portes d'accès escamotables automatiquement.

Ces aires doivent également être étanches et aménagées de telle sorte que les jus d'écoulement des sous-produits d'origine animale ne puissent rejoindre directement le milieu naturel et soient collectés et traités conformément aux dispositions de l'article 34.

#### **Section 2**

##### **Stockages**

##### **ARTICLE 17 :**

Les locaux de stockage des sous-produits d'origine animale doivent être construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter, sur toute leur hauteur.



Le sol doit être étanche, résistant au passage des équipements et véhicules permettant le déchargement des sous-produits d'origine animale et conçu de façon à faciliter l'écoulement des jus d'égouttage et des eaux de nettoyage vers des installations de collecte.

Les locaux doivent être correctement éclairés et permettre une protection des déchets contre les intempéries et la chaleur.

#### **ARTICLE 18 :**

Le délai de stockage des sous-produits d'origine animale ne doit pas dépasser 24 heures avant départ du site.

Ce délai pourra être allongé si la totalité des sous-produits d'origine animale est maintenue à une température inférieure à + 7 °C.

La capacité des locaux doit être compatible avec la durée maximale de stockage et permettre une augmentation de 24 heures de ce délai.

#### **ARTICLE 19 :**

Tous les locaux de stockage des matières premières doivent être maintenus dans un bon état de propreté et font l'objet d'un nettoyage au moins deux fois par semaine.

L'installation doit disposer d'équipements adéquats pour nettoyer et désinfecter les récipients ou conteneurs dans lesquels les déchets animaux sont réceptionnés, ainsi que les véhicules dans lesquels ils sont transportés.

Les récipients, conteneurs et véhicules utilisés pour le transport des sous-produits animaux doivent être nettoyés et lavés après chaque usage et désinfectés régulièrement et au minimum une fois par semaine (intérieur et extérieur).

Les roues des véhicules de transport doivent en particulier être désinfectées après chaque utilisation.

La collecte et le stockage des sous-produits d'origine animale doivent être effectués dans des bennes ou conteneurs étanches aux liquides et fermés le temps du transport.

#### **ARTICLE 20 :**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou du sol et en particulier l'unité de stockage des eaux ayant été en contact avec les sous-produits d'origine animale est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir.

50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et, pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

#### **Article 21 :**

Les exploitants disposent des documents leur permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettant de satisfaire à cette obligation.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par les exploitants et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.

Les exploitants tiennent à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

A l'intérieur de l'installation classée autorisée, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

**Section 3**  
**Eaux pluviales et eaux ayant été en contact avec les sous-produits**  
**d'origine animale**

**ARTICLE 22 :**

Les effluents recueillis sur le site appartiennent à l'une des trois catégories suivantes :

- les eaux pluviales non souillées ;
- les eaux souillées et les eaux ayant été en contact avec les sous-produits d'origine animale ou avec des surfaces souillées par ces matières ;
- les autres eaux (par exemple, eaux de lavage y compris eaux de lavage des gaz le cas échéant, eaux de purge, eaux vannes...).

**ARTICLE 23 :**

Les différents effluents sont traités de la façon suivante :

- les eaux pluviales non souillées et les eaux de lavage de l'extérieur des camions sont rejetées dans un bassin de 460 m<sup>3</sup>. Un dispositif sera installé pour piéger les particules huileuses avant le rejet vers le ruisseau des « Landes de Lagouasis » ;
- les eaux ayant été en contact avec des sous-produits d'origine animale ou avec des surfaces susceptibles d'être souillées par ces matières doivent être traitées conformément aux dispositions de l'article 34.

**Section 4**  
**Bassin de confinement**

**ARTICLE 24 :**

L'installation doit être équipée d'un bassin de confinement étanche de 460 m<sup>3</sup>. Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

Les organes de commandes nécessaires à la mise en place de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande. Les eaux recueillies doivent faire l'objet d'un traitement conformément aux dispositions de l'article 34.

## CHAPITRE IV

### Prélèvements et consommation d'eau

#### ARTICLE 25 :

Les exploitants prennent toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.

#### ARTICLE 26 : PRELEVEMENT D'EAU

L'établissement est approvisionné en eau potable par le réseau d'adduction public pour les usages sanitaires du personnel et par un forage pour les usages industriels (eaux de lavage des véhicules et des bâtiments).

#### ARTICLE 27 :

L'ouvrage de raccordement au réseau public est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les volumes d'eau utilisés à partir du réseau public et du forage sont mesurés par les compteurs dont sont équipés les branchements de l'établissement. Tous les compteurs sont relevés quotidiennement et les relevés sont consignés sur un registre tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées.

#### ARTICLE 28 :

La Société ATEMAX SUD-OUEST est autorisée à exploiter un forage dont les caractéristiques sont les suivantes :

Profondeur = 27 mètres avec un débit de 4 m<sup>3</sup>/heure.

Ce forage présente une cimentation en tête d'au moins 0.5 mètres au dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Un capot de fermeture étanche ou tout autre dispositif approprié équivalent est installé sur la tête de forage ; en dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention technique, le capot est cadenassé.

Le sol aux alentours des têtes des forages sera maintenu en bon état de propreté et régulièrement entretenu. Aucun produit phytosanitaire ne devra être utilisé pour cet entretien. Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif assurant la disconnexion et évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des eaux souterraines.

Il est installé un compteur volumétrique sur ce forage. Ce compteur est relevé quotidiennement et les relevés consignés sont tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.

#### ARTICLE 29 :

La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

## CHAPITRE V

### Traitement des effluents et conditions de rejets

#### ARTICLE 30 : PRINCIPES GENERAUX

Les conditions de traitement et les valeurs limites d'émission évoluent en fonction des meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable et des caractéristiques particulières de l'environnement.

#### Section 1 Effluents liquides

#### ARTICLE 31 : RESEAUX D'EAUX USEES

Les canalisations de collecte des effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour et datés, notamment après chaque modification notable. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de mesures, vannes manuelles et automatiques...

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

#### ARTICLE 32 :

Les points de rejet dans le milieu naturel sont au nombre de deux. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

#### ARTICLE 33 : EFFLUENTS LIQUIDES

**33.1** Les eaux usées sanitaires sont dirigées vers une fosse septique de 6 m<sup>3</sup> complétée par un terre d'infiltration drainé et surélevé, avec rejet des eaux épurées vers un des fossés jouxtant le site.

**33.2** Les eaux usées de lavage et de désinfection de l'intérieur des camions et du bâtiment sont collectées par un réseau séparatif et stockées dans une cuve de 30 m<sup>3</sup> implantée sur rétention dans le local dédié aux matières de catégories 1 et 2 .

**33.3** Les eaux de lavage issues de l'aire de lavage extérieure (eaux de lavage de l'extérieur des camions) et les eaux pluviales non souillées sont stockées dans un bassin de 460 m<sup>3</sup>. Un dispositif est installé pour piéger les particules huileuses avant le rejet dans le ruisseau des « Landes de Lagouasis ».



#### ARTICLE 34 :

Les dispositions suivantes sont applicables aux eaux souillées et aux eaux ayant été en contact avec les sous-produits d'origine animale ou avec des surfaces souillées par ces matières.

Les eaux usées de lavage et de désinfection stockées dans la cuve de 30 m<sup>3</sup> sont transférées une fois par semaine et traitées dans l'usine ATEMAX SUD OUEST du PASSAGE D'AGEN (Lot et Garonne) conformément à la réglementation reprise ci-dessous :

*« Les dispositions suivantes sont applicables aux eaux ayant été en contact avec les matières premières ou avec des surfaces susceptibles d'être souillées par les matières premières.*

- I. Dans les installations traitant des sous-produits de catégorie 1 et /ou 2 tels que définis par le règlement (CE) n° 1774/2002 du 3 octobre 2002, les effluents sont épurés, de façon à respecter les valeurs limites de rejet définies à l'annexe I.*

*Les installations sont équipées de pré traitement des effluents pour retenir et recueillir les matières d'origine animale. Cet équipement consiste en puisards ou cribles situés en aval du processus et dont la taille des ouvertures ou des mailles n'excède pas 6mm, ou des systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides présentes dans les effluents qui passent au travers du système n'est pas supérieure à 6mm.*

*Tout broyage ou macération pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de pré traitement est exclu.*

*Les boues issues du traitement des effluents sont retraitées dans le circuit de traitement des sous-produits de catégorie 1 ou de catégorie 2, selon l'origine des boues, ou, en cas de mélange, dans le circuit de traitement des sous-produits de catégorie 1.*

- II . Dans les installations traitant des sous-produits de catégorie 3 tels que définis par le règlement (CE) n° 1774/2002 du 3 octobre 2002, les effluents sont épurés, de façon à respecter les valeurs limites imposées au rejet et définies à l'annexe I ».*

### **Section 2 Gaz odorants froids**

#### ARTICLE 35 :

La dispersion des odeurs dans l'air ambiant des locaux de réception et de stockage de la matière première doit être limitée le plus possible :

- en stockant les sous-produits d'origine animale conformément aux dispositions de l'article 18 ;
- en assurant la fermeture permanente du bâtiment de réception et de stockage des sous-produits d'origine animale ;
- en effectuant un nettoyage et une désinfection appropriés des locaux.

## CHAPITRE VI

### Sous-produits et déchets

#### ARTICLE 36 :

Les déchets et sous-produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégés des eaux météoriques.

Le transport des déchets animaux et des sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine doit être conforme à la réglementation sanitaire en vigueur.

Le transport de tous les autres déchets, résidus et sous-produits doit être assuré dans des véhicules étanches et dédiés.

Avant tout départ, les véhicules ayant circulé sur une zone souillée doivent faire l'objet d'un nettoyage adapté.

#### ARTICLE 37 :

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du livre V du code de l'environnement dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement ; l'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.

Tout brûlage de déchets à l'air libre est interdit.

## CHAPITRE VII

### Bruit et vibrations

#### ARTICLE 38 :

Les émissions sonores de l'installation respectent les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

#### ARTICLE 39 :

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les vibrations émises respectent les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées. Les mesures sont faites selon la méthodologie définie par cette circulaire.

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur à ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergence réglementée sont définies comme suit :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté d'autorisation, et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse...) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté d'autorisation ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui auront été implantés après la date du présent arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse...), à l'exclusion des celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (établissement à l'arrêt).

#### ARTICLE 40 :

Le niveau de bruit global à ne pas dépasser en limite de propriété est fixé dans le tableau ci-dessous ; il est déterminé de manière à assurer le respect des valeurs maximales d'émergence précédentes dans les zones où celles-ci est réglementée.

	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
	7h-22h sauf les dimanches et jours fériés	22h-7h tous les jours ainsi que dimanches et jours fériés
Niveau sonore maximal en limite propriété	65 dB(A)	58.5 dB(A)

Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation doivent respecter la réglementation en vigueur (notamment les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

#### **ARTICLE 41 :**

Pour vérifier le respect des prescriptions en matière de bruit, l'inspecteur des installations classées pourra faire procéder à des contrôles (prélèvements, analyses, mesures acoustiques...) par un organisme qu'il aura mandaté. L'exploitant est tenu d'assurer à cet organisme mandaté le libre accès au site.

Les frais inhérents à ce type de contrôle seront à la charge de l'exploitant.

Une étude de bruit devra être réalisée dans les trois mois qui suivent la mise en exploitation de l'établissement, afin de vérifier que les émissions liées à l'activité sont conformes aux valeurs d'émergence fixées :

- en limite Sud de propriété (point 1),
- au droit de la zone à émergence réglementée constituée par l'habitation du lieu-dit « Lagouasis »(point 2).

Ces points sont indiqués sur le plan en annexe 1.

## **CHAPITRE VIII**

### **Prévention des risques**

#### **ARTICLE 42 : PRINCIPES GENERAUX**

Toutes les dispositions sont prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion et pour protéger les installations contre la foudre et l'accumulation éventuelle d'électricité statique ainsi que des conséquences d'une inondation. L'ensemble des dispositifs de lutte contre l'incendie doit être maintenu en bon état de service et régulièrement vérifié par du personnel compétent. Toutes dispositions sont prises pour la formation du personnel susceptible d'intervenir en cas de sinistre et pour permettre une intervention rapide des équipes de secours. Des dispositions doivent être prises en vue de réduire les effets de courant de circulation électrique.

#### **ARTICLE 43 : LOCALISATION DES RISQUES**

L'exploitant doit recenser toutes les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées ou utilisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. Il détermine pour chacune de ces parties de ces installations, la nature du risque (incendie, émanations toxiques...). Ce risque est signalé.

#### **ARTICLE 44 : INTERDICTION DES FEUX**

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque (feu nu, point chaud ou appareil susceptible de produire une étincelle) dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion (que les installations soient en fonctionnement ou à l'arrêt), sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction doit être affichée en limite de zone en caractères apparents.

#### **ARTICLE 45 : PERMIS DE FEU**

Dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, tous les travaux de réparation ou d'aménagement, sortant du domaine courant et nécessitant l'emploi d'une flamme ou d'une source chaude, ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de feu » dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier aura nommément désignée. Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière, établie sous la responsabilité de l'exploitant, et jointe au permis de feu. Quand les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de feu et la consigne particulière peuvent être établis soit par l'exploitant, soit par l'entreprise extérieure, mais doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Quand les travaux ont lieu dans une zone présentant des risques importants, celle-ci doit être à l'arrêt et avoir été débarrassée de toutes poussières. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité une vérification des installations doit être effectuée.

#### **ARTICLE 46 : INSTALLATIONS ELECTRIQUES**

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail (titre III : hygiène, sécurité et conditions de travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. L'installation électrique devra être entretenue en bon état et contrôlée annuellement par un technicien compétent, les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

#### **ARTICLE 47 : PREVENTION DES ACCIDENTS LIES A LA CIRCULATION**

La signalisation et les protections nécessaires permettent de prévenir et de limiter les conséquences liées à un accident de la circulation. L'entrée-sortie du site doit être aménagée, afin de prévenir les problèmes de manœuvrabilités pour l'accès au site et assurer la sécurité des véhicules circulant sur la D365.

#### **ARTICLE 48 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

Les exploitants devront :

- assurer la défense extérieure contre l'incendie par la création d'une ou plusieurs réserves d'eau d'un volume équivalent à 120 m<sup>3</sup>, propre au site, accessible en permanence aux services de secours. Ces réserves d'eau artificielles doivent être équipées ou réalisées conformément aux règles d'aménagement des points d'eau définies par la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.



- faire réceptionner les moyens de défense extérieure contre l'incendie de l'établissement, dès leur mise en place, par le service des eaux concerné, avec le concours d'un représentant du service Départemental d'Incendie et de Secours qui peut être le chef de centre des sapeurs pompiers de Mont-de-Marsan.
- prendre les mesures nécessaires pour débroussailler son terrain jusqu'à une distance minimum de 50 mètres des constructions y compris sur fonds voisins, du fait de la proximité de la forêt. Les abords des voies privées desservant ces constructions doivent également être débroussaillés sur une profondeur de 10 mètres.

Il sera mis en place un éclairage de sécurité fixe, un signal d'alarme sonore audible de l'ensemble des locaux, des extincteurs appropriés aux risques à défendre, des extincteurs à eau pulvérisée, une liaison par téléphone urbain permettant l'alerte des secours.

L'exploitant devra s'assurer de la présence de bassin de récupération des eaux résiduelles d'incendie ; à défaut le réseau d'eaux pluviales devra être muni d'une vanne en fin de réseau permettant le repompage en continu des eaux résiduelles d'extinction.

#### **ARTICLE 49 : HYGIENE ET SECURITE DU PERSONNEL**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

Les exploitants devront :

- afficher bien en évidence les plans de l'établissement, les consignes de sécurité et les numéros des services de secours.
- baliser et signaler les issues et sorties de secours.
- ouvrir et tenir à jour un registre d'incendie.

Des consignes de sécurité visant à assurer la sécurité des personnes et la protection des installations, à prévenir les accidents et à en limiter les conséquences, seront portées à la connaissance du personnel et affichées dans les locaux.

Les exploitants doivent veiller à la qualification professionnelle et à la formation « sécurité » de son personnel. Cette formation doit notamment comporter :

- toutes les informations utiles sur les produits dangereux utilisés et les consignes de sécurité à prendre pour leur utilisation,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- une information rigoureuse sur les procédures sanitaires à adopter dans le cadre de la collecte des sous-produits et sur le site de transfert.

Les actions de formation « Hygiène et Sécurité » doivent être renouvelées régulièrement. A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant devra justifier du suivi de ces actions (tenue à jour d'un registre).

## Chapitre IX

### Dispositions diverses

#### ARTICLE 50 : REMISE EN ETAT DU SITE EN FIN D'EXPLOITATION

En cas de cessation d'activité, les exploitants doivent en informer le préfet au moins trois mois avant celle-ci.

Les exploitants joignent à la notification de cessation d'activité un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Livre V du Code de l'Environnement, et comportant notamment :

- ✓ l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site ;
- ✓ la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;
- ✓ l'insertion du site de l'installation dans son environnement ;

En cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

#### ARTICLE 51 :

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

#### ARTICLE 52 :

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

#### ARTICLE 53 :

L'administration se réserve en outre la faculté de fixer ultérieurement des prescriptions complémentaires que le fonctionnement, la transformation de l'établissement rendraient nécessaire dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publique et de la protection des intérêts du Code de l'environnement et de la loi n° 2006.1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et sur les milieux aquatiques, et ce sans que le bénéficiaire de la présente autorisation puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ni aucun dédommagement quelconque.

#### ARTICLE 54 :

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet si l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant une période de deux années consécutives sauf cas de force majeure.

#### ARTICLE 55 :

La présente décision ne peut être déférée qu'auprès du Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 56 :

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Haut-Mauco.

ARTICLE 57 :

Le Maire de Haut-Mauco est chargé de faire afficher en mairie, pendant une durée minimum d'un mois, un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise. Ce même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans les locaux de l'établissement.

ARTICLE 58 :

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, l'inspecteur des installations classées placé sous son autorité et le maire de Haut-Mauco, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'aux sociétés ATEMAX SUD-OUEST et SOLEVAL SUD OUEST.

Mont-de-Marsan, le 12 MAI 2010

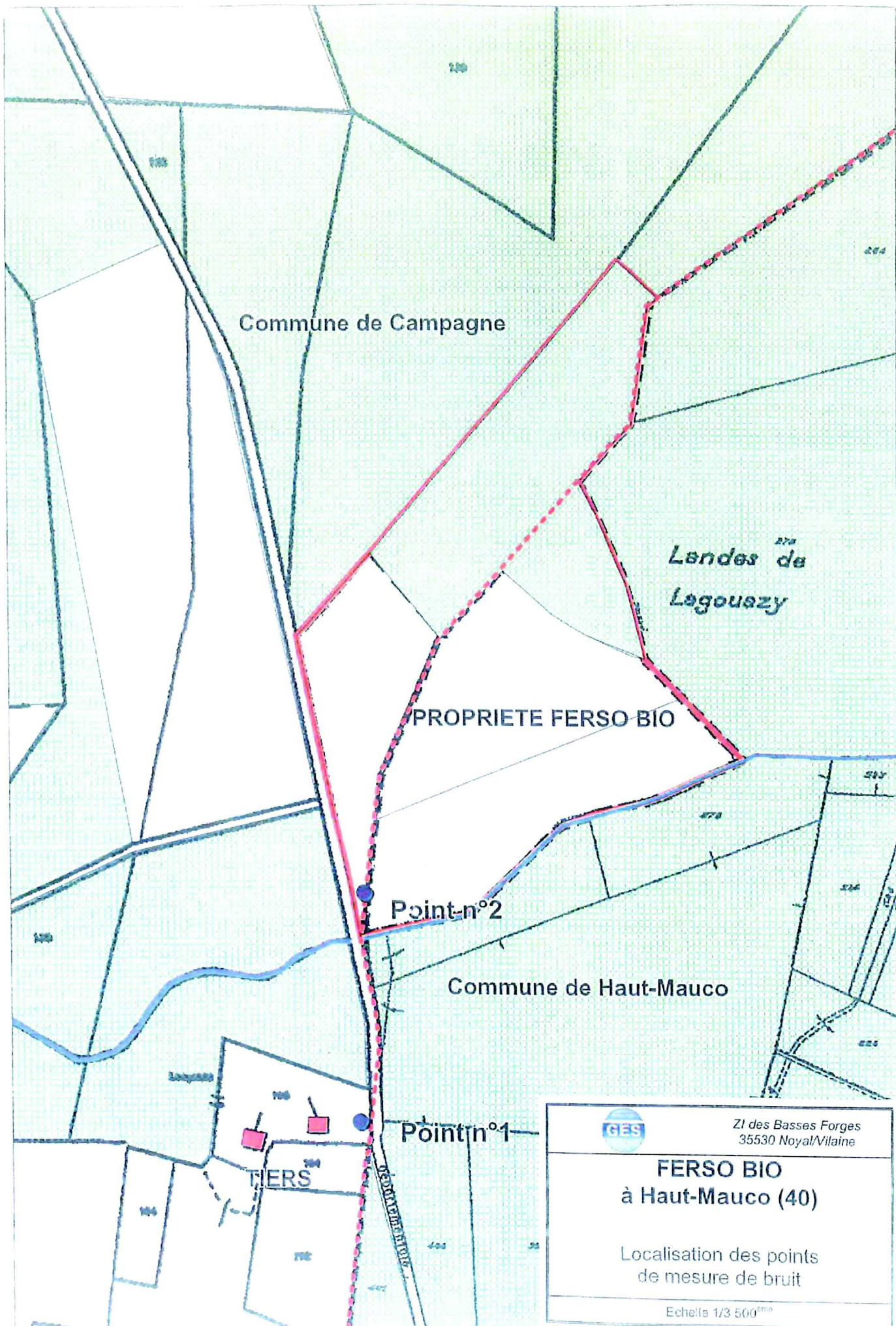
le Préfet,



Evence RICHARD









**CONVENTION DE GESTION DU SITE INDUSTRIEL  
DE HAUT MAUCO (40)**

Conclue entre

**LA SOCIETE ATEMAX SUD-OUEST**

**ET**

**LA SOCIETE SOLEVAL SUD-OUEST**

**EN PRESENCE DE LA SOCIETE FISO DEVELOPPEMENT**

u s s s

## ENTRE LES SOCIETES :

ATEMAX Sud Ouest société par actions simplifiée au capital de 5 542 500 €, dont le siège social est à Le Passage, BP 46, 47520 Le passage, RCS d'Agen sous le Numéro 383 884 608

Représentée par Monsieur Jacques SURLES, Président.

D'UNE PART

- SOLEVAL Sud OUEST, société par actions simplifiée au capital de 343 000 €, dont le siège social est à Le Passage, BP 46, 47520 Le passage, RCS d'Agen sous le Numéro 323 355 016

Représentée par Monsieur Jacques SURLES, Président.

D'AUTRE PART

- FERSO BIO, société SAS au capital de 5 542 500 €, dont le siège social est situé à Le Passage, Monbusq, BP 36, 47520, RCS d'Agen B 383 884 608.

Représentée par Monsieur Jacques SURLES, Président.

D'AUTRE PART

En présence de leur associé unique,

-FISO DEVELOPPEMENT, société par actions simplifiée au capital de 259 694 € dont le siège social est situé à Le Passage, Monbusq, BP 36, 47520, immatriculée au RCS d'Agen sous le numéro 630 800 126

Représentée par Monsieur Jacques SURLES, Président.

a consenti :

- à ATEMAX SUD OUEST, dont la raison sociale était précédemment « Etablissements FERSO BIO », un apport partiel d'actif de la branche autonome d'activité de « DESTRUCTION » ayant pour objet la collecte et le transfert de sous produits animaux de catégorie 1 et 2 ;
- à SOLEVAL SUD OUEST, dont la raison sociale était précédemment « Etablissements FERSO BIO », un apport partiel d'actif de la branche autonome d'activité de « VALORISATION » ayant pour objet la collecte de sous produits animaux de catégorie 3 ;
- A été absorbée, après réalisation des apports ci-dessus par la société AKIOLIS GROUP entraînant le transfert à celle-ci des titres reçus en contrepartie des apports des terrains et des bâtiments supportant les deux branches d'activité respectives de « DESTRUCTION » et de « VALORISATION ».

Les apports ont concernés le site de HAUT MAUCO, landes de Lagouasis, 40280 HAUT MAUCO. Sur ce site, comme conséquence de ces opérations sont gérées une unité A (unité de collecte et transfert de sous produits animaux de Catégorie 1 et 2) gérée par la société ATEMAX SUD OUEST et une unité B (unité de collecte et de transfert de sous produits animaux de Catégorie 3) gérée par la Société SOLEVAL SUD OUEST (plan des unités en annexe 1).

Les soussignées sont convenues de définir les conditions de fonctionnement du site et de responsabilité entre les deux sociétés en matière environnementale et sanitaire.

Il est ici précisé que :

- la gestion des déchets reste sous la responsabilité de chaque société ;

- le site n'entre pas dans le champ d'application du dispositif légal concernant la prévention des risques technologiques ;

Ceci exposé le sommaire de la convention est le suivant :

## **A – DISPOSITIONS RELATIVES A LA RESPONSABILITE DES SOCIETES EN MATIERE ENVIRONNEMENTALE ET SANITAIRE**

### **1. GESTION DE L'ETABLISSEMENT – PREVISION DE PRODUCTION**

Article 1<sup>er</sup> : Autorisations administratives

Article 2 : Engagements

Article 3 : Evolution des installations

### **2. PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

Article 4 : Conditions techniques d'admission des rejets

Article 5 : Admissibilité des rejets

Article 6 : Contrôle des effluents admis

Article 7 : Surveillance des odeurs

Article 8 : Incident

Article 9 : Déclaration des rejets atmosphériques

Article 10 : Gestion des quotas de CO2

Article 11 : Conditions financières

Article 12 : Paiement

### **3. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

Article 13 : Gestion des réseaux

Article 14 : Conditions techniques d'admission des rejets

Article 15 : Conditions financières

### **4. PREVENTION DES NUISANCES SONORES**

Article 16 : Gestion prévention

Article 17 : Bilan des émissions sonores

Article 18 : Incident

## **B – DISPOSITIONS RELATIVES AU FONCTIONNEMENT DU SITE.**

## **5. SURVEILLANCE ET PROTECTION DU SITE**

Article 19 : Gardiennage

Article 20 : Conditions techniques de surveillance, gardiennage

Article 21 : Réception de la prestation de gardiennage

Article 22 : Plan de prévention

Article 23 : Lutte incendie

Article 24 : Personnel

Article 25 : Evaluation des dégâts

Article 26 : Conditions financières

## **6. FOURNITURE D'ELECTRICITE**

Article 27 : Conditions de fourniture d'électricité de la Société ATEMAX SUD OUEST- HAUT MAUCO (unité A) à la Société SOLEVAL SUD OUEST – HAUT MAUCO (unité B).

Article 28 : Conditions techniques de fourniture d'électricité :

Article 29 : Contrôle des consommations et Maintenance de l'alimentation électrique

Article 30 : Conditions financières

## **7. FOURNITURE D'EAU**

Article 31 : Conditions de fourniture d'eau de ville de la Société ATEMAX SUD OUEST- HAUT MAUCO (unité A) à la Société SOLEVAL SUD OUEST – HAUT MAUCO (unité B).

Article 32 : Conditions techniques de fourniture d'eau de ville

Article 33 : Contrôle des consommations et maintenance du réseau d'alimentation d'eau de ville

Article 34 : Conditions financières

Article 35 : Fourniture d'eau de forage

Article 36 : Contrôle des consommations et maintenance du réseau d'alimentation d'eau de forage

Article 37 : Conditions financières

## **8. UTILISATION DU PONT BASCULE**

Article 38 : Condition d'utilisation et de maintenance des ponts bascule et des dispositifs d'accès.

## **9. UTILISATION DE LA STATION DE DISTRIBUTION DE GASOIL**

Article 39 : Condition d'utilisation et de maintenance de distribution de Gasoil

Article 40 : Contrôle des consommations

Article 41 : Conditions financières

#### **10. UTILISATION DES VOIRIES COMMUNES**

Article 42 : Conditions d'utilisation des voiries communes aux 2 sites

Article 43 : Conditions financières

#### **11. UTILISATION DE LA STATION DE LAVAGE DES VEHICULES**

Article 44 : Conditions d'utilisation et de maintenance de la station de lavage

Article 48 : Conditions financières

#### **C – DISPOSITIONS COMMUNES**

##### **12. DUREE**

##### **13. REGLEMENT DES DIFFERENDS**

##### **14. CHANGEMENT DE CONTROLE**

##### **15. DIVERS**

##### **16. ANNEXES**



## **A – DISPOSITIONS RELATIVES A LA RESPONSABILITE DES SOCIETES EN MATIERE ENVIRONNEMENTALE ET SANITAIRE**

### **1- GESTION DE L'ETABLISSEMENT – PREVISION DE PRODUCTION**

#### **Article 1<sup>er</sup> : Autorisations administratives**

L'arrêté préfectoral du 24 avril 2007, N° 259, délivré par la préfecture des Landes, qui régit le site de HAUT MAUCO précise que :

- Le volume maximal autorisé est de 80 T/jour

Ce site est la propriété de la société AKIOLIS , l'unités A est gérée et exploitée par la Société ATEMAS SUD-OUEST – HAUT MAUCO, et l'unité B par la Société SOLEVAL SUD-OUEST – HAUT MAUCO

Le site A, ATEMAS SUD OUEST dispose d'une capacité de transfert de 50 T en instantané  
Le site B, SOLEVAL SUD OUEST dispose d'une capacité de transfert de 30 en instantané.

#### **Article 2 : Engagements**

Les parties conviennent d'assurer le respect des limites globales fixées par l'arrêté, et en particulier effectuer la consolidation des prévisions et réalisations en termes de tonnage entrant sur le site et traités sur le site.

Chaque année avant fin novembre une réunion aura lieu entre les responsables concernés de la société ATEMAS SUD-OUEST – HAUT MAUCO et SOLEVAL SUD-OUEST – HAUT MAUCO, afin de consolider les prévisions de tonnage des matières à traiter pour l'année à venir ; Le but étant de s'assurer des cohérences de ces prévisions de sorte que les limites fixées par l'arrêté soient bien respectées.

Pour chaque réunion annuelle un compte rendu sera systématiquement rédigé par le responsable de l'usine destruction (ATEMAS SUD OUEST). Il en est de même pour les réunions intermédiaires éventuelles.

#### **Article 3 : Evolution des installations**

Toute évolution des installations envisagée pour les années à suivre sera évoquée lors de la réunion annuelle, afin d'examiner l'impact sur les tonnages en transit et à traiter, et sur tous les autres aspects mentionnés dans l'arrêté, qu'il s'agisse des capacités de stockage des matières premières ou des produits finis, des risques incendies.... etc.

### **2- PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

#### **Article 4 : Conditions techniques d'admission des rejets**

La Société ATEMAS SUD-OUEST – HAUT MAUCO, (unités A) collecte et transfère des sous-produits animaux de catégorie 1 et 2. La société SOLEVAL SUD-OUEST- HAUT MAUCO (unité B) collecte et transfère des sous produits animaux de catégorie 3.

Compte tenu de la spécialité de ces deux unités, les mesures de prévention des pollutions atmosphériques concernent, uniquement les rejets de gaz odorants froids.

En ce qui concerne, les mesures de protection sont à ce jour des mesures de confinement spécifiques à chaque unité.

#### **Article 5 : Admissibilité des rejets**

Sans objet à ce jour.

#### **Article 6 : Contrôle des rejets**

Sans objet à ce jour.

#### **Article 7 : surveillance des odeurs**

Chacune des deux sociétés est responsable du bon confinement de ses ateliers. Elles en assurent l'entretien et le bon fonctionnement de manière à limiter les émissions de poussières.

#### **Article 8 : Incident**

En cas d'incident dans l'une ou l'autre des unités qui aurait une incidence sur la qualité des rejets de l'ensemble du site (nuisances olfactives), les 2 parties devront s'informer mutuellement des incidents, réfléchir aux conséquences, et déterminer ensemble, en fonction de leurs responsabilités respectives, les mesures à prendre.

En pareil cas si l'incident peut avoir des répercussions sur l'environnement ou l'aspect sanitaire, un rapport sera établi et les Services de l'Etat (Préfecture et/ou de la DDSV) en seront informés dans les meilleurs délais.

Le responsable de l'unité à l'origine des nuisances est chargé de cette information.

#### **Plainte en l'absence d'incident :**

En cas de plainte reçue par l'une ou l'autre des Sociétés, elles se transmettront une copie.

Si la plainte le nécessite, une réponse sera rédigée par la société à partir de son expertise et des éléments apportés par chacune des sociétés exploitantes et adressée par la société ATEMAX SUD-QUEST – HAUT MAUCO aux Services de l'Etat (Préfecture et/ou DDSV).

#### **Article 9 : Déclaration des rejets atmosphériques**

Sans objet à ce jour.

#### **Article 10 : Gestion des quotas de CO2**

Sans objet à ce jour.

#### **Article 11 : Conditions financières :**

Sans objet à ce jour

#### **Article 12 : Paiement**

Sans objet à ce jour

### **3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

#### **Article 13 : Gestion des réseaux**

A/ Eaux pluviales

La Société ATEMAX SUD-OUEST – HAUT MAUCO reçoit les eaux pluviales de la société SOLEVAL SUD-OUEST – HAUT MAUCO afin de les collecter et de les rejeter ensuite vers le milieu naturel dans les conditions requises par l'arrêté préfectoral.

La répartition de ces eaux pluviales se fait selon les surfaces de toiture qui sont affectées aux différentes sociétés ATEMAX SUD OUEST et SOLEVAL SUD OUEST, et de la pluviométrie relevée sur la période par la station météo la plus proche.

Le réseau d'eau pluviale est sous la responsabilité de la société ATEMAX SUD-OUEST – HAUT MAUCO qui en assure l'entretien directement moyennant l'autorisation d'accès par la Société SOLEVAL-SUD-OUEST – HAUT MAUCO sur les zones dont elle est détentrice.

#### B/ Eaux usées

- Eaux résiduelles nettoyage des sols et intérieur des véhicules.

Les eaux usées de la société SOLEVAL SUD-OUEST – HAUT MAUCO (eaux de nettoyage de l'intérieur des camions et des locaux) transitent par le réseau des eaux usées de ATEMAX SUD-OUEST – HAUT MAUCO et sont stockées en cuves pour être traitée par une unité agréée de catégorie 1 et 2 pour être détruites.

- Eaux sanitaires

Les eaux sanitaires, les effluents industriels autres que ceux cités précédemment sont traités par ATEMAX SUD-OUEST – HAUT MAUCO selon le dispositif définis par l'arrêté préfectoral. La société SOLEVAL SUD-OUEST paye une prestation de traitement à la société ATEMAX SUD-OUEST – HAUT MAUCO. Les conditions financières sont définies en annexe 3.

### **Article 14 : Conditions techniques d'admission des rejets**

#### 14.1-Admissibilité

##### A/ Eaux pluviales

Compte tenu de l'historique, les réseaux ont été conçus pour recevoir les flux et la qualité des eaux pluviales en provenance de l'unité SOLEVAL SUD-OUEST-HAUT MAUCO dans le réseau ATEMAX SUD-OUEST – HAUT MAUCO.

Cependant, tous travaux de modification pouvant avoir un impact sur le réseau des eaux pluviales par notamment l'extension des bâtiments et surfaces imperméabilisées devront être soumis à l'accord de ATEMAX SUD-OUEST – HAUT MAUCO.

Il est bien entendu que les réseaux d'eaux pluviales sont strictement séparés des autres réseaux d'eau et que ce réseau ne doit pas recevoir d'eau souillée par les matières animales de ces unités.

Tout incident pouvant avoir des répercussions sur la qualité environnementale et sanitaire de ces eaux devra être aussitôt signalé par SOLEVAL SUD-OUEST – HAUT MAUCO à ATEMAX SUD-OUEST – HAUT MAUCO afin de prendre les mesures qui s'imposeront.



#### B/ Eaux usées

Tout incident pouvant avoir des répercussions sur la qualité environnementale et sanitaire de ces eaux devra être aussitôt signalé par SOLEVAL SUD-OUEST – HAUT MAUCO à ATEMAX SUD-OUEST – HAUT MAUCO afin de prendre les mesures qui s'imposeront et notamment en terme de confinement.

Tous travaux de modification pouvant avoir un impact sur le réseau des eaux usées devront être soumis à l'accord préalable de ATEMAX SUD-OUEST – HAUT MAUCO.

#### 14.2-Flux annuel

##### A/ Eaux pluviales

Le volume du flux sera déterminé par la pluviométrie de la période en mm d'eau issue des données de météo France au prorata des surfaces couvertes.

##### B/ Eaux sanitaires

Le volume, estimé à 40 m<sup>3</sup> / mois à la date de signature des présentes, est établi par le compteur eau entrée. La répartition entre ATEMAX SUD-OUEST – ANGLAR et SOLEVAL SUD-OUEST - ANGLAR se fait au prorata des personnels affectés.

#### Article 15 : Conditions financières

Se conférer à l'annexe 3.

### **4- PREVENTION DES NUISANCES SONORES**

#### Article 16 : Gestion de la prévention

Chacune des deux sociétés assure la gestion de la prévention des nuisances sonores relatives à ses installations.

Dans le cas d'une évolution des installations sur l'une des unités, et pouvant avoir un impact sonore sur l'environnement pour l'ensemble du site, le responsable de la société concernée constituera un dossier avec les caractéristiques détaillées des installations et les effets attendus en terme de nuisances sonores.

Le dossier sera ensuite soumis à l'inspecteur des installations classées par le responsable de la société concernée.

#### Article 17 : Bilan des émissions sonores

ATEMAX SUD-OUEST – HAUT MAUCO fait effectuer le bilan des émissions sonores suivant les périodicités fixées par l'arrêté préfectoral par un organisme extérieur indépendant en accord avec l'inspecteur des installations classées.

Une copie de ce bilan sera adressée à l'inspecteur des installations classées par ATEMAX SUD-OUEST – HAUT MAUCO.

La facturation de la prestation par ATEMAX SUD-OUEST – HAUT MAUCO à SOLEVAL SUD-OUEST – HAUT MAUCO se fera sur la base des tonnes traitées sur la période écoulée entre 2 mesures.

#### Article 18 : Incident

En cas d'incident dans l'une ou l'autre des unités qui aurait un impact sur l'environnement en terme de nuisances sonores, les 2 parties devront s'informer mutuellement des incidents, réfléchir aux conséquences, et déterminer chacune, en fonction de leurs responsabilités respectives, les mesures à prendre.

En pareil cas, un rapport sera établi et les Services de l'Etat (Préfecture et/ou DDSV) en seront informés dans les meilleurs délais.

Le responsable de la société ATEMAX SUD OUEST HAUT MAUCO sera chargé de cette information.

## **B – DISPOSITIONS RELATIVES AU FONCTIONNEMENT DU SITE**

### **5 - SURVEILLANCE ET PROTECTION DU SITE**

#### **Article 19 : Gardiennage**

Sans objet à ce jour

#### **Article 20: Conditions techniques de surveillance, gardiennage**

Sans objet à ce jour

#### **Article 22 : Réception de la prestation de gardiennage**

Sans objet à ce jour

#### **Article 22 : Plan de prévention**

Sans objet à ce jour

#### **Article 23 : Lutte incendie**

En cas de déclenchement d'un feu, les sociétés s'aideront mutuellement avec l'ensemble des moyens dont elles disposent.

Tous les moyens disponibles (extincteurs, tuyauteries, bassin en eaux, électricité, téléphone, etc....) qui s'avèreront nécessaires, seront mis à disposition pour lutter contre le sinistre.

#### **Article 24 : Personnel**

Bien que tous les moyens soient mis en commun en cas de lutte contre un incendie, il est bien entendu que le personnel de chaque société reste sous l'autorité de son employeur respectif.

#### **Article 25 : Evaluation des dégâts**

Lors de l'évaluation des dégâts, la société sinistrée contactera l'autre afin qu'elle lui délivre un relevé des moyens mis en œuvre et une estimation des coûts. Ce relevé sera soumis à l'assurance de la société sinistrée.

#### **Article 26 : Conditions financières**

Aucun règlement n'interviendra entre les deux sociétés sauf si la compagnie d'assurance rembourse le coût des moyens de lutte contre l'incendie, déduction faite de la franchise éventuellement applicable.



## 6 - FOURNITURE D'ELECTRICITE

### Article 27 : Conditions de fourniture d'électricité de la société ATEMAX SUD-OUEST – HAUT MAUCO (unité A) à la société SOLEVAL SUD-OUEST – HAUT MAUCO (unité B)

La fourniture d'électricité se fait au travers d'un poste de transformation commun. Chaque unité possède des sous compteurs qui permettent de répartir la consommation globale en fonction des consommations individuelles.

La facture EDF sera assurée par chacune des deux sociétés au prorata des consommations.

### Article 28 : Conditions techniques de fourniture d'électricité

La fourniture d'électricité est assurée par l'unité ATEMAX SUD OUEST-HAUT MAUCO. Elle assure une puissance électrique de 40. KW à la société SOLEVAL SUD OUEST-HAUT MAUCO afin d'assurer son activité.

### Article 29 : Contrôle des consommations et Maintenance de l'alimentation électrique

L'unité A aura en charge la maintenance de l'installation électrique jusqu'en amont du disjoncteur de départ vers l'unité B.

L'entretien en aval des disjoncteurs sera à la charge de la Société SOLEVAL SUD-OUEST – HAUT MAUCO qui peut toutefois demander une sous-traitance à ATEMAX SUD-OUEST – HAUT MAUCO assurant la consignation électrique amont.

Pour les interventions dans l'unité A, qui peuvent avoir une répercussion sur l'alimentation électrique de l'unité B, le responsable maintenance de l'unité A informera préventivement le responsable de l'unité B afin de convenir de la période et de la durée de la coupure.

### Article 30 : Conditions financières

Le paiement de la fourniture d'électricité interviendra mensuellement.

Se conférer à l'annexe 3.

## 7 - FOURNITURE D'EAU

### Article 31 : Conditions de fourniture d'eau de ville de la Société ATEMAX SUD-OUEST – HAUT MAUCO (unité A) à la Société SOLEVAL SUD-OUEST – HAUT MAUCO (unité B).

Il est convenu que la fourniture d'eau de ville soit assurée par l'unité ATEMAX SUD-OUEST HAUT MAUCO

### Article 32 : Conditions techniques de fourniture d'eau de ville

La fourniture d'eau de ville n'est prévue que pour les locaux sociaux.

Le bâtiment social est accessible aux personnels des sociétés ATEMAX SUD-OUEST et SOLEVAL SUD-OUEST.

De par le faible effectif affecté à la société SOLEVAL SUD OUEST, en rapport de l'effectif global la répartition de la facture d'eau est sans objet à ce jour.

### Article 33 : Contrôle des consommations et maintenance du réseau d'alimentation d'eau de ville

Sans objet à ce jour.

**Article 34 : Conditions financières**

Sans objet à ce jour.

**Article 35 : Fourniture d'eau de forage**

Le forage d'alimentation d'eau de nappe se situe sur les parties communes (voir plan annexe 5) et est sous la responsabilité de ATEMAX SUD-OUEST – HAUT MAUCO, elle en assure l'entretien et la distribution.

La société ATEMAX SUD OUEST HAUT MAUCO assurera un débit d'eau de 2 m<sup>3</sup>/h à la pression de 6,5 bars (+ ou – 1 bars) depuis la distribution générale à la société SOLEVAL SUD OUEST HAUT MAUCO.

Cette fourniture sera assurée à partir d'un départ issu de l'unité A et équipé d'une vanne de sectionnement.

La consommation d'eau de forage sera facturée par ATEMAX SUD OUEST HAUT MAUCO à SOLEVAL SUD OUEST HAUT MAUCO au prorata des tonnes transférées.

**Article 36 : Contrôle des consommations et maintenance du réseau d'alimentation d'eau de forage.**

En cas de consommation anormale par rapport au standard fourni par la société SOLEVAL SUD OUEST HAUT MAUCO, celle-ci informera aussitôt la société ATEMAX SUD-OUEST HAUT MAUCO.

**Article 37 : Conditions financières**

Se conférer à l'annexe 3.

**8 UTILISATION DU PONT BASCULE**

**Article 38 : Condition d'utilisation et de maintenance des ponts bascule et des dispositifs d'accès.**

Le pont Bascule est accessible par une voie commune selon le plan de circulation (annexe 5). Le pont bascule est la propriété de la société ATEMAX SUD-OUEST HAUT MAUCO. Elle en assure l'entretien et les contrôles réglementaires.

**9 UTILISATION DE LA STATION DE DISTRIBUTION DE GASOIL**

**Article 39 : Condition d'utilisation et de maintenance de distribution de Gasoil**

La station de gasoil est utilisée par les personnels des sociétés ATEMAX SUD-OUEST HAUT MAUCO et SOLEVAL SUD-OUEST HAUT MAUCO pour l'appoint de carburant des véhicules de collecte respectifs. (Voir plan annexe 5).

La maintenance de la station de distribution de gasoil est assurée par la société ATEMAX SUD-OUEST.

**Article 40 : Contrôle des consommations**

Tous les véhicules de chaque société dispose d'une carte électronique permettant l'accès à la distribution du gasoil ; un dispositif de gestion permet la compilation et ainsi l'édition des consommations de gasoil par véhicules. Le relevé des consommations de gasoil de SOLEVAL SUD OUEST HAUT MAUCO, lui est transmis mensuellement par ATEMAX SUD-OUEST HAUT MAUCO.

#### Article 41 : Conditions financières

Se conférer à l'annexe 3.

### **10 UTILISATION DES VOIRIES COMMUNES**

#### Article 42 : Conditions d'utilisation des voiries communes au 2 sites

Les véhicules des sociétés ATEMAX SUD OUEST et SOLEVAL SUD OUEST empruntent des voies communes qui sont accessibles en fonction des autorisations d'accès respectives. Elles permettent à tous les véhicules de collecte d'accéder notamment au pont bascule, à la station de lavage, à la station de distribution de gasoil ainsi qu'au bâtiment d'entretien des véhicules selon les flux mentionnés sur le plan de circulation (annexe 5).

#### Article 43 : Conditions financières

Se conférer à l'annexe 3.

### **11 UTILISATION DE LA STATION DE LAVAGE DES VEHICULES**

#### Article 44 : Conditions d'utilisation et de maintenance de la station de lavage

La station de lavage est utilisée par les personnels des sociétés ATEMAX SUD OUEST et SOLEVAL SUD OUEST pour le lavage et la désinfection de l'extérieur des véhicules de collecte respectifs et des véhicules de transports affrétés pour le transfert de matière première.  
La maintenance de la station de lavage est assurée par la société ATEMAX SUD OUEST.

#### Article 45 : Conditions financières

Se conférer à l'annexe 3.

## **C – DISPOSITIONS COMMUNES**

### **12 - DUREE**

Le présent contrat prend effet le 1<sup>er</sup> mai 2010 pour se terminer le 31 décembre 2010.

Sauf accord contraire entre les parties, il se renouvellera ensuite par tacite reconduction pour une nouvelle période de 12 mois.

### **13 - REGLEMENT DES DIFFERENDS**

Toutes les contestations découlant du présent contrat seront soumises, faute d'accord amiable, au Tribunal de Commerce d'Agen auquel les parties donnent attribution exclusive de compétence. La loi applicable au présent contrat est la loi interne française.

### **14 CHANGEMENT DE CONTROLE**

En cas de changement de contrôle de l'une des deux parties, le présent contrat sera continué étant entendu que les deux parties devront se rapprocher dans le délai maximal d'un mois à compter de ladite modification afin de convenir de nouvelles dispositions.

### **15 – DIVERS**



Le présent contrat et ses annexes traduisent l'ensemble des engagements pris par les parties. Ils annulent et remplacent toutes les dispositions ou accords écrits ou verbaux, de même objet, antérieurs à leur signature.  
Le présent contrat ne pourra être modifié que par voie d'avenants signés par les deux parties.

## 16 - ANNEXES

Le présent contrat comporte quatre annexes composées des éléments suivants, faisant partie intégrante du présent contrat :

Annexe 1 : Plan de masse des UNITES

Annexe 2 : Plan des réseaux

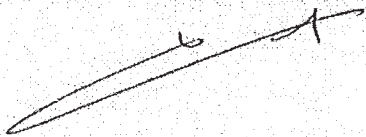
Annexe 3 : Conditions financières

Annexe 4 : Plan de circulation

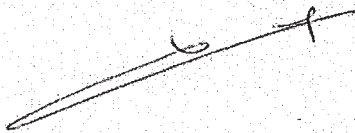
Fait en trois exemplaires originaux, dont un est remis à chacun des signataires,

A le Passage le 01...04...2010.

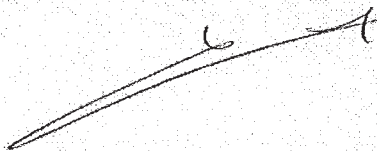
Société SOLEVAL SUD-OUEST  
Monsieur Jacques SURLES



Société ATEMAX SUD-OUEST  
Monsieur Jacques SURLES



En présence de la société FISO DEVELOPPEMENT  
Monsieur Jacques SURLES



FERSO B10  
Jacques SURLES

